



WE ARE
NOT
MERKEL'S
COLONY

**La lutte
du peuple grec
et Syriza**

La lutte du peuple grec et Syriza

Introduction	3
Les élections grecques et la possibilité d'un gouvernement Syriza	5
Syriza canalise un énorme rejet populaire des attaques de la troïka européenne ...	15
La capitulation de Syriza au chantage de l'UE	21
Les partis « néo-réformistes » et leur poli- tique de « refondation » de l'UE	29

Introduction

Nous avons réuni dans cette brochure trois textes écrits en différents moments de la lutte du peuple grec qui a placé ses espoirs dans Syriza .

Début janvier 2015 s'ouvrait la possibilité d'une victoire électorale de Syriza. Un article publié par *Corriente Roja*, la section espagnole de la LIT-QI, dénonçait alors la forte pression de l'impérialisme pour éviter cette victoire et mettait l'accent sur le thème crucial de la dette : « *Dans ces élections, Syriza devient le principal outil des travailleurs grecs pour se débarrasser des partis du Mémoire et du pillage. Nous appelons donc à voter pour Syriza. Et nous proposons aux travailleurs grecs et aux bases de Syriza d'exiger d'elle la rupture avec le modèle*

économique basé sur l'endettement et le pillage du pays. »

Après la victoire, le 25 janvier, un article du Secrétariat International de la LIT-QI observait que « *Syriza canalise un énorme rejet populaire des attaques de la troïka européenne* » et se posait la question : « *Qu'en sera-t-il du gouvernement de Syriza ?* »

Entre-temps, des craintes déjà formulées sont malheureusement en train de se réaliser. Un troisième article, publié par *Corriente Roja*, constate la « *capitulation de Syriza au chantage de l'UE* », et en tire quelques conclusions pour la continuité de la lutte.

Ces articles, et d'autres antérieurs, sont disponibles sur notre site web, onglet Europe / Grèce.

*Ligue Communiste des Travailleurs
lct.cwb@gmail.com
http://www.lct-cwb.be/
Section belge de la
Ligue Internationale des Travailleurs
Quatrième Internationale*

Nous publions finalement une annexe sous le titre « *Les partis “néo-réformistes” et leur politique de “refondation” de l’UE* ». C’est le 2e chapitre d’un compte-rendu des discussions concernant la situation en Europe, lors du XIe Congrès de la LIT-QI, en avril 2014.

Le texte complet de ce compte-rendu est disponible sur notre site web, onglet Europe, sous le titre « *L’Union européenne : une machine de guerre contre les travailleurs et les peuples.* »

Les élections grecques et la possibilité d’un gouvernement Syriza

Ricardo Ayala et Gabriel Huland
9 janvier 2015

Après la tentative avortée du Premier ministre Andonis Samaras de désigner son candidat Stavros Dimas à la présidence, en trois votes successifs au Parlement, le gouvernement a été contraint d’anticiper les élections.

La perte de la majorité parlementaire du gouvernement lors de l’élection présidentielle ne fut que l’expression de la division et de la crise dans la coalition ND-Pasok, face au nouveau paquet de mesures exigées par la troïka ; c’est ce fait qui explique, à vrai dire, l’anticipation des élections.

En décembre dernier, les ministres de l’Economie de la zone euro ont convenu de prolonger le « sauvetage de la Grèce » jusqu’à la fin février. Entre-temps, la libération de la dernière tranche du « sauvetage » – 1,8 milliard d’euros – serait soumise à l’approbation, par le Parlement, de nouvelles coupes dans les salaires et les pensions, de l’augmentation de la TVA et des taxes qui touchent les médicaments, la nourriture et la distribution d’eau et d’énergie, ainsi que de licenciements de fonctionnaires... Le gouvernement Samaras-Vernizelos avait déjà un stylo en main pour signer.



L'annonce du Mémorandum fut largement rejetée par une population désespérée, déjà largement spoliée. La grève générale de novembre contre les nouvelles mesures annoncées a montré que les travailleurs étaient prêts à résister. S'ajoute à cela la rupture du Pasok : le groupe parlementaire dirigé par l'ancien Premier ministre Papandréou retira son soutien à la coalition, et son nouveau parti, le Mouvement des Démocrates Socialistes (MDS), rompit avec le duo Samaras (ND) - Vernizelos (Pasok). Cela remettait en question la majorité parlementaire du gouvernement, ce qui fut confirmé lors des élections présidentielles.

L'éclatement du gouvernement résulte donc de son incapacité à imposer une nouvelle série d'attaques envers les travailleurs, une incapacité qui reflète

une division au sein de la classe dirigeante. La Grèce occupe à nouveau le centre de la conjoncture européenne, mais dans une situation différente. Les luttes ne se concentrent déjà plus dans les pays du « Sud » : la grève générale des travailleurs belges et italiens, la manifestation contre le paquet de réformes en France et les protestations contre les coupes aux Pays-Bas se résument en l'ouverture d'un nouveau « front » pour l'impérialisme européen.

Dans ce contexte, l'enjeu en Grèce dépasse largement les frontières de la péninsule hellénique. La défaite des partis du Mémorandum, la victoire de la gauche grecque et la formation d'un gouvernement qui s'oppose à la Troïka seraient une victoire pour tous les travailleurs européens, leur montrerait

à tous qu'il est possible de vaincre la Troïka, et ouvrirait un espace beaucoup plus favorable pour la résistance aux ajustements.

Cette possibilité existe. Mais il y a deux obstacles majeurs à surmonter avant que cela ne devienne réalité : Syriza doit encore consolider sa majorité aux élections ; et, non moins important, en cas de victoire électorale, dans quelle mesure Syriza serait-elle prête à résister aux pressions de l'impérialisme européen et américain pour arrêter la catastrophe sociale en Grèce ?

La polarisation électorale : la pression impérialiste avant les élections

Les derniers sondages publiés par les médias (jusqu'au 5 janvier)¹ plaçaient Syriza comme première force électorale avec entre 28 et 30 % des voix. Selon le système électoral grec, Syriza serait donc à 3 % d'atteindre le « bonus » de 50 députés, ce qui lui donnerait une majorité absolue. Nouvelle Démocratie (ND) oscille entre 25 et 28 %, suivi par les néo-nazis d'Aube Dorée (entre 6 et 8 %). Le KKE (stalinien) et ToPotami (un parti populiste dirigé par le présentateur de télévision Stavros Theodorakis) obtiendraient 5 %. Le Pasok n'arrive qu'en dernière position, avec 4 % (ou 2,2 %

* Le système électoral grec prévoit un « bonus » de 50 sièges pour un parti qui obtient la majorité avec au moins 33 % des voix.

selon certains sondages), tandis que le MSD lui suit de près, avec 4,8 %.

Le parti de Papandréou (MSD) tente d'éviter l'effondrement des sociaux-démocrates qui risquent actuellement de rester hors du Parlement. C'est le cas aussi pour les nationalistes de *Grecs indépendants* et de *Dimar* (Gauche démocratique), une scission de Synaspismos (le groupe majoritaire de Syriza).

Mais une fois de plus, comme en 2012, l'ingérence des Etats impérialistes européens donne le ton aux élections : Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne, a déclaré que « *les Grecs, qui ont une vie très difficile, savent très bien ce que de mauvais résultats électoraux signifieraient pour la Grèce et la zone euro* ». Il a également déclaré qu'il préfère voir des visages familiers à la présidence et qu'il ne voudrait pas de « *forces extrêmes* » au pouvoir. Et Samaras, se faisant l'écho de l'UE, crie haut et fort : ou son parti gagne ou c'est le chaos... Comme si la majorité des Grecs vivait au paradis.

Merkel, la représentante de l'impérialisme allemand, a choisi de discuter en d'autres termes de l'hypothèse de la défaite électorale de Samaras. Selon un article publié par le magazine *Der Spiegel*, elle dit que le gouvernement allemand « *accepterait la sortie de la Grèce si le futur gouvernement grec en décide ainsi, une possibilité qui a déjà été baptisée à Berlin comme la "Grexit"* ». Pour Merkel, la décision de quitter l'euro revient à ne pas respecter le Mémorandum.

Selon certains médias, comme *Economist*, bien que la politique de l'impérialisme (en particulier l'impérialisme allemand) espère toujours une majorité absolue de Samaras, il n'exclut pas de négocier avec un gouvernement Tsipras, étant donné que – selon le rédacteur de l'article – nous ne sommes déjà plus confrontés à des menaces d'explosion de l'euro comme en 2012, en dépit de la crise européenne. Le critère est donc : ou l'application stricte des accords des précédents gouvernements ; ou l'hypothèse d'une sortie de la Grèce de la zone euro qui pourrait être absorbée sans soubresauts.^{*}

Le sens de la double tactique de Merkel est clair : faire pression sur Syriza contre toute mesure unilatérale concernant la dette. Schäuble, le tout-puissant ministre allemand des Finances, a déclaré en ce sens : « *Si la Grèce s'embarque sur un autre chemin, ce sera difficile. Les élections ne changent pas les accords conclus avec le gouvernement grec et chaque nouveau gouvernement doit respecter les accords conclus par le précédent.* »

Mais comment Syriza répond-elle à cette pression de l'impérialisme ?

« Nos propositions ont été façonnées de façon à ne violer aucun des Traités. »

La phrase ci-dessus est de Yannis Varoufakis, économiste de l'Université d'Athènes et probable membre de l'équipe du gouvernement de Tsipras.³ Elle reflète bien le sens global du changement dans le programme de Syriza, révélé lors de sa dernière conférence à Salonique. Puisque les traités de l'UE ne permettent pas un moratoire sur la dette, défendu lors des élections de 2012, Tsipras annonce qu'en fait, maintenant, « *nous négocierons le cadre d'un nouvel accord sur le service de la dette dans les marges de l'UE et des institutions européennes, un cadre réaliste et de développement de l'économie réelle pour un bénéfice mutuel. Et à cette fin, nous devrions atteindre les objectifs suivants : suppression de la majeure partie de la valeur nominale de la dette, pour qu'elle soit soutenable, à travers des mécanismes qui ne portent pas préjudice aux peuples d'Europe.* » L'argumentation utilisée pour changer le programme nous interpelle encore davantage que le changement lui-même : l'arrêt des paiements aux banquiers parasites, allemands et français, signifie-t-il porter préjudice aux peuples d'Europe ? En changeant les noms réels pour des fictifs – banquiers pour « peuples

d'Europe » –, Tsipras accepte le cadre proposé par Schäuble.

Le fait est que le programme pré-suppose l'abandon de toute mesure qui remettrait en question les marges de l'UE et des institutions européennes, faites sur mesure pour piller et soumettre les pays « périphériques » aux diktats du capital financier.

En proposant la « suppression d'une partie de la valeur nominale de la dette », le programme reste suffisamment ambigu pour ne pas spécifier la taille de cette « partie » que Tsipras espère réduire. Mais Varoufakis annonce déjà que « *naturellement, ce débat débouchera sur un accord ; Alexis Tsipras, le leader de Syriza, le sait : quand on entre en négociation, on cherche un accord qui soit acceptable pour toutes les parties.* »⁴

Puisque Tsipras remet maintenant lui-même le moratoire en question, on se demande jusqu'où l'impérialisme allemand peut céder dans une négociation avec le futur gouvernement de Syriza.

Toute la politique de l'impérialisme allemand – en affirmant que la sortie de la Grèce de l'euro n'entraînerait pas un risque « systémique » – se base sur le fait que le mécanisme de « sauvetage de la Grèce » fut en réalité une opération pour sauver les banques françaises et allemandes, qui détenaient respectivement 26,3

milliards et 19,8 milliards de la dette grecque. Selon la Citibank, l'objectif du sauvetage était que les banques internationales détiendraient 8 % de la dette grecque en 2015.

Selon les derniers chiffres publiés, « *en moyenne, l'exposition totale des banques à la dette grecque s'est réduite de 55 %, depuis 2010. Dans le cas des banques européennes, la diminution est de 60 %. Mais dans certains cas concrets, comme celui des banques française, autrichienne, belge, irlandaise ou portugaise, les diminutions sont supérieures à 90 %, les banques italiennes étant les plus impliquées. Selon la Banque des Paiements Internationaux, les organismes au nord des Alpes ont entièrement annulé leur exposition en Grèce.* »⁵

C'est-à-dire que l'argent du sauvetage fut utilisé, en fait, pour l'achat de la dette aux banques et son transfert à la BCE, le FMI et l'UE, qui détiennent actuellement la majeure partie de la dette grecque, au détriment de la misère de la population.

C'est pour cela que, pour Merkel, l'euro – en clair, les banques allemandes et françaises – ne court plus aucun danger. Il s'agit maintenant d'un problème politique pour l'impérialisme allemand : alors que la France, l'Italie, la Belgique mettent en œuvre des mesures d'austérité plus dures, avec des coupes dans les budgets et des réformes du travail,

* « Cela laisse entendre que les pressions, à l'intérieur de la Grèce, pour éviter une confrontation – que ce soit en obtenant que Syriza n'ait pas le succès escompté par les sondages, ou que la position de Tsipras s'adoucisse, en cas de victoire –, puissent être suffisantes pour éviter un "Grexit". »²

il est peu probable que de réelles concessions soient faites aux travailleurs grecs, au-delà de celles que ceux-ci imposeront par la lutte.

En fait, il n'y a pas moyen de rompre la spirale des coupes budgétaires, des réductions de salaire et des réformes du travail et des pensions, il n'y a pas moyen d'en finir avec le chômage, sans remettre en cause les besoins les plus profonds du capital impérialiste représenté par l'UE. C'est la seule perspective réaliste et pragmatique, car il n'y a pas de mesures qu'un futur gouvernement de Syriza pourrait appliquer, ne fût-ce que pour diminuer un peu la catastrophe sociale en Grèce, si on maintient la subordination du pays aux traités qui sont en train de piller le pays.

Tsipras : « Tu ne peut pas payer la dette si on ne te laisse pas travailler. »

Le commerce lucratif de la dette publique gonfle comme un soufflé après l'intervention de la troïka. La dette grecque, qui avait atteint 233 milliards (112,9 % du PIB) en 2008,



s'est élevée à 322 milliards (177,7 %) au troisième trimestre de 2014. Cela signifie que le pays devrait apporter toute sa production de deux années aux créanciers externes pour payer cette dette. Mais comme cela est impossible – nous le savons tous –, la dette devient un outil pour le pillage du pays et la surexploitation des travailleurs, au profit du capital financier international et de ses satellites en Grèce. Et en plus de la dette publique, les entreprises et les banques grecques affichent également

une dette qui est payée par la réduction des salaires et par la précarité. Tsipras, affirme cependant qu'il ne s'agit pas de mettre fin à cette macabre spirale vicieuse : « *Nous avons été clairs sur nos intentions de renégocier les termes de la dette. Nous nous attendons à l'annulation d'une grande partie de la dette et à la subordination du remboursement du restant à une clause de croissance. Tu ne peut pas payer la dette si on ne te laisse pas travailler.* »⁶ Mais la question est : « Travailler pour qui ? », Et la réponse est simple : pour payer la dette envers les institutions

de l'UE, afin de sauver de la faillite la Banque Nationale, le Piraeus et la Banque Alpha, ainsi que la dette envers les entreprises avec ces mêmes banques en faillite. Jusqu'au « sauvetage » en cours, le revenu des travailleurs grecs a déjà chuté de 40 %, afin de payer la dette. C'est-à-dire que, contrairement à ce que dit Tsipras, les travailleurs grecs ont bel et bien continué à travailler pour payer la dette des banquiers et des patrons.

Qui plus est, Yannis Varoufakis, membre probable de l'équipe de gouvernement de Tsipras, propose de continuer à payer la dette et de maintenir la « flexibilité » du marché du travail et un excédent primaire en phase avec la négociation.⁷ Cette déclaration est cohérente avec le fait que le programme adopté lors de la conférence de Thessalonique **ne prévoit pas la révocation des réformes du travail des gouvernements du Mémorandum**. Et le programme ne souffle mot sur la réduction du temps de travail pour faire baisser le chômage, ce qui est cohérent avec la déclaration de Tsipras que l'on ne peut pas payer la dette sans travailler.

Non moins important est le changement concernant la renationalisation des entreprises privatisées, défendue par Syriza en 2012. Varoufakis nous explique que « *la renationalisation sera impossible,*

étant donné le manque de ressources de l'Etat (sic). En ce qui concerne les services publics, le problème n'est pas qu'ils aient été privatisés, mais qu'ils aient été démantelés ou étranglés par l'austérité et les coupes horribles... » Sans commentaires...

Une catastrophe sociale qui s'approfondit

La Grèce est dévastée par six années d'une récession qui a rendu les travailleurs 40 % plus pauvres qu'en 2008. Après les plans de sauvetage, de réformes et d'ajustements continus et une surveillance stricte par la Troïka, la catastrophe sociale est telle que le pays semble dévasté par une guerre.

En 2014, le chômage des jeunes de 15 à 24 ans a atteint 49,5 % (56,6 % pour les femmes), 66 % sont des chômeurs de longue durée (plus de deux ans), et environ 2,5 millions de personnes n'ont pas de sécurité sociale (un quart de population).

Au cours des sept dernières années, le pays a connu un recul économique de plus de 25 %. Quant au PIB par habitant, il est descendu en 2013 à 12 500 €, le niveau de 2001, et 5020 € de moins qu'en 2008 (17 374 €) lorsque la crise a commencé. Le dilemme est donc sans équivoque en Grèce : **il n'y a pas la moindre possibilité de réformes sans ruptures.**

Le choix de la direction de Syriza, de s'opposer au Mémorandum mais

de défendre à tout prix la permanence dans l'euro, ne trouve pas de réciprocité dans l'impérialisme allemand et français. Il n'y a pas moyen de contourner le problème posé par la réalité elle-même. Un allègement partiel de la dette ne va pas arrêter la catastrophe sociale, car il ne cassera pas la subordination de la Grèce aux chaînes imposées par l'impérialisme.*

Syriza se trouve donc à une croisée des chemins. Dans le cas où elle refuserait complètement de céder au Mémorandum ou n'y céderait pas assez selon les exigences allemandes, l'expulsion de la Grèce de la zone euro peut arriver sous la forme d'un « blocus bancaire » de la part de la BCE, sans « expulsion formelle » de la zone euro. Cela conduirait à la paralysie complète du commerce et de la production.

Ce cas de figure soulèverait la nécessité de s'appuyer sur la mobilisation et l'organisation de la classe ouvrière pour la nationalisation des banques et du commerce extérieur et pour l'application de mesures contre les intérêts des capitalistes

* Sous le titre « *La gauche radicale a raison, en ce qui concerne la dette* », Wolfgang Münchau, un des plus influents chroniqueurs du *Financial Times*, affirme qu'il est clair « *que davantage d'investissements publics et une restructuration de la dette sont nécessaires* ». Dans le même temps, il réaffirme que cette mesure anticiperait l'inévitable, l'incapacité de la Grèce à continuer à payer, et qu'elle maintiendrait les bases du modèle actuel.⁸

grecs et aux bases de Syriza d'exiger d'elle la rupture avec le modèle économique basé sur l'endettement et le pillage du pays ; car n'importe quel allègement partiel de la dette maintiendrait la spirale vicieuse de la dégradation et la condamnation du peuple grec à la misère.

Nous réaffirmons que la seule façon réaliste de répondre aux attentes élevées des bases de Syriza doit considérer **la suspension immédiate du paiement de la dette et le rejet de tout compromis avec le grand capital grec et les institutions de l'UE**. Et même si la rupture avec l'euro ne fait pas partie de son programme, Syriza doit l'assumer comme une conséquence inévitable, afin de rompre avec le pillage du

pays, en suspendant le paiement de la dette.

Nous attirons aussi l'attention des travailleurs sur le fait que la mise à l'écart des partis du Mémorandum n'est qu'un premier pas et qu'il ne suffira pas tout simplement de voter. Il est nécessaire de faire progresser la lutte directe et de préparer la résistance aux attaques de l'impérialisme et des patrons grecs.

Et pour conclure, toute hypothèse de développement d'un éventuel gouvernement de Syriza sera déterminée par le fait que les travailleurs soient en mesure d'occuper le centre de la scène politique et de forger une direction capable de répondre aux événements.

impérialistes et grecs. De même, l'expropriation des grandes industries et entreprises avec contrôle ouvrier ferait partie d'un plan d'urgence dont l'objectif principal serait d'assurer la satisfaction des besoins les plus urgents de l'ensemble du peuple grec : la nourriture, la santé, les transports, l'énergie, etc. Et il faudrait surtout faire appel à la solidarité internationale, en particulier celle des travailleurs européens, qui prennent de nouveau le chemin des grèves générales en Italie et en Belgique. Dans le cas contraire, le coût de la sortie de l'euro sera payé par la majorité de la population. Mais ces mesures sont complètement en dehors de l'horizon de la direction de Syriza et ne viendront pas d'elle.

Il est également possible de céder, afin de « ne pas être expulsé de l'euro », et de maintenir l'agonie du peuple grec. L'acceptation de cette deuxième option est un engagement à condamner le peuple grec à la misère. Cette option poserait aussi comme hypothèse le renforcement d'*Aube dorée*, qui aurait alors l'exclusivité de la rupture avec l'UE et l'euro, et à qui certains sondages donnent 8 % des intentions de vote.

Dans ces élections, Syriza devient le principal outil des travailleurs grecs pour se débarrasser des partis du Mémorandum et du pillage. Nous appelons donc à voter pour Syriza. Et nous proposons aux travailleurs

Victoire de Syriza

Syriza canalise un énorme rejet populaire des attaques de la troïka européenne

Secrétariat International – LIT-QI
27 janvier 2015



Le parti Syriza est sorti largement victorieux des élections grecques, bien au-delà de ce que prévoyaient les enquêtes. Le parti *Nouvelle Démocratie* (ND) de l'actuel premier ministre Andonis Samaras – le principal exécutant des attaques économiques très dures contre la population, exigées par la troïka (UE, BCE, FMI) en échange de deux « sauvetages » de 240 milliards d'euros – a été le grand perdant.

Une nouvelle étape s'ouvre maintenant, avec de nouveaux acteurs politiques. Les urnes ont assené un coup dur aux partis traditionnels : ND, ainsi que le parti social-démocrate Pasok qui, après avoir été au premier rang de la politique grecque pendant quatre décennies, a été réduit à 4,6 % des voix (13 sièges).

Le résultat des élections représente une victoire politique spectaculaire du peuple travailleur grec.

Le vote de millions de Grecs pour Syriza fut essentiellement un moyen de punir les partis et les dirigeants qui ont détruit le pays pendant les six dernières années, au service de la troïka et du capital financier allemand. Il signifie un rejet légitime d'une situation économique désastreuse, marquée par la perte de 25 % du PIB en cinq ans ; le chômage d'un quart de la population et plus de la moitié de la jeunesse ; un tiers de la population dans la pauvreté ; une dette extérieure colossale, qui représente 177 % du PIB, que la majorité des analystes considère comme impossible à payer, et qui ne cesse de croître, malgré les « ajustements » de plus en plus durs, imposés au peuple grec par les gouvernements serviles.*

Le vote pour Syriza doit être interprété comme un « ça suffit ! » aux « plans d'austérité » et à ses partis que – tout le monde le sait – la classe ouvrière et le peuple pauvre grecs ont

combattus depuis les premières mesures. Ils ont mené plus de 30 grèves générales et d'innombrables autres luttes depuis le début de la crise capitaliste et la « guerre sociale » qui s'en est suivie – mise en œuvre par la troïka contre les peuples européens.

C'est pourquoi la campagne de Samaras qui a brandi le dilemme entre le vote pour lui ou le chaos – insistant sur la peur, pour ne pas dire la terreur – a été un échec. Après six années d'austérité, de

« Les Grecs ont choisi un gouvernement qui agit de façon fort irresponsable en ce moment. »

Wolfgang Schäuble, ministre des Finances d'Allemagne

chômage, de faim, de destruction des services publics, d'impôts gigantesques,** avec une augmentation de 45 % des suicides et des humiliations de toutes

sortes, la majorité des gens ont compris que le « chaos » s'était installé depuis belle lurette et que la plus grande « peur » était que tout allait continuer comme avant.

C'est dans ce contexte que le discours de Tsipras – affirmant que « l'austérité n'était inscrite dans aucun traité européen » et promettant de « restaurer la dignité nationale » des Grecs – a été entendu. Syriza est apparu comme « le nouveau », dans lequel un peuple qui sent qu'il n'a plus rien à perdre a déposé son juste espoir.

** En 2013, les impôts représentaient près de 42 % du revenu d'une personne avec un salaire moyen.

La montée électorale fulgurante de Syriza – qui a augmenté son score de 5 % à 36 % entre 2009 et 2015 – s'explique, d'une part, par la dureté de la crise économique et les mesures draconiennes des gouvernements successifs, et d'autre part, par l'absence d'une alternative politique révolutionnaire jouissant d'une ample sympathie dans la classe ouvrière. Le résultat grec exprime en même temps un nouveau moment pour les partis soi-disant « anticapitalistes » et « à la gauche » de la social-démocratie traditionnelle et des partis conservateurs. C'est le cas de *Podemos* en Espagne, qui pourrait capitaliser électoralement une situation économique et un mécontentement social similaires dans son pays.

Qu'en sera-t-il du gouvernement de Syriza ?

Nous comprenons la joie que ressent en ce moment, à juste titre, la majorité du peuple grec. Ce sentiment n'est autre que l'émotion d'une victoire obtenue contre Merkel et les créanciers de la troïka, avec la défaite de leurs candidats.

Mais la compréhension des illusions dans le nouveau gouvernement ne doit pas mener au soutien de ces mêmes illusions. Comme nous l'avons dit dans une déclaration antérieure au cours de la campagne électorale, nous, la LIT-QI, nous comprenons qu'un vrai changement

requiert que Syriza abandonne sa politique d'accords avec le capital financier et mette en œuvre un programme de rupture avec l'euro et la troïka. Pour nous, c'est la seule issue réaliste dont dispose le peuple grec pour surmonter la ruine dans laquelle il est plongé.

Dans sa campagne électorale, Tsipras s'est beaucoup occupé à rassurer les marchés et à se présenter comme « fiable » pour l'Europe et le capital. Il a réaffirmé que son objectif est tout au plus de « renégocier » les délais et les intérêts de la dette qui étouffe l'économie. Le vainqueur des élections propose d'annuler une partie de la dette nominale et d'« honorer » le reste selon la croissance du pays. Cela veut dire que la proposition de Syriza est que le peuple grec continue de payer la dette aux banquiers allemands et à la troïka.

En conformité avec ce scénario, les premiers pas de Syriza vont dans le sens opposé des aspirations populaires. Dès l'annonce du résultat des élections, il a fait connaître l'accord pour former un gouvernement avec le parti *Grecs Indépendants* (ANEL, qui a remporté 4,7 % des voix et 13 députés), une formation bourgeoise contraire à l'« austérité », mais avec un programme nationaliste de droite et un discours anti-immigration.¹ ANEL est dirigé par un va-t-en-guerre comme Kammenos, issu du parti *Nouvelle Démocratie*, très proche

* La dette grecque s'élève à 320 milliards, dont 240 milliards correspondent à des créanciers européens. Selon le dernier eurobaromètre de la Commission européenne, 38 % des analystes considèrent que la situation économique est arrivée à sa limite et ne peut plus empirer.

de l'Eglise orthodoxe, avec un programme conservateur réactionnaire. Et l'alliance avec lui **préfigure un cours contraire aux attentes d'un véritable changement social.**

Les réseaux sociaux ont déjà diffusé plusieurs plaintes de la part de militants pour la légalisation du mariage homosexuel ou du mouvement LGBT qui craignent que Syriza ne range leurs demandes au placard afin de conserver l'alliance avec la droite.

Un autre fait est que, quelques heures après la victoire électorale, un personnage important de Syriza, le député Yanis Varoufakis, possible nouveau ministre des Finances, a déclaré qu'il y avait « *un peu de pose de notre côté* », et que « *le Grexit [la sortie de la Grèce de l'euro] n'était pas à l'ordre du jour : nous n'irons pas à Bruxelles ou à Francfort avec une approche conflictuelle* ». ² Il a dit que ce qu'ils chercheront, c'est « *la connexion de nos paiements avec la croissance* », ce qu'il considère comme « positif » pour les deux parties.

Reste à voir la position qu'assumera la troïka face au triomphe de Syriza. Le deuxième programme d'ajustements se termine le 28 février, le délai dont dispose le nouveau gouvernement pour solliciter le dernier tronçon de cette « aide », correspondant à 1,8 milliard d'euros. Que fera Syriza ? De quelle marge

dispose-t-elle, ne fût-ce que pour cette fameuse « restructuration » ? La réalité nous dira ce qu'il en est.

Pour l'instant, la directrice du FMI, Christine Lagarde, a déclaré dans une interview publiée ce lundi dans *Le Monde*, qu'« *il y a des règles internes à suivre dans la zone euro* » et que « *nous ne pouvons pas créer des catégories spéciales pour certains pays* ». ³

Le président de la Bundesbank, Jens Weidmann, a également averti que le pays hellénique « *ne peut pas se passer du soutien d'un programme d'aide, et qu'un programme de ce type ne peut avoir lieu que lorsque les accords sont respectés* ».

Cependant, il y a des secteurs qui soutiennent la nécessité de « restructurer » les délais afin de ne pas forcer la situation politique et d'assurer la continuité du pillage sans un remue-ménage inutile.

En ce sens, il y a les déclarations du président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker : il y a un mois, il a affirmé à Bruxelles qu'il « *n'aime pas de nouveaux visages* », mais ce lundi, il a chaleureusement félicité Tsipras pour son « succès » électoral et il a offert l'aide de l'exécutif de l'UE pour parvenir à « une croissance durable » et « une crédibilité budgétaire ».

De même, le président français, François Hollande, était lundi le premier dirigeant européen à féliciter

Tsipras, à qui il a offert son soutien pour « *retrouver le chemin de la stabilité, la croissance et l'esprit de solidarité qui unit les Européens* ».

Il est important de souligner ici, au-delà des fluctuations possibles dans ces négociations de cabinet, que le chemin de la permanence dans les moules de l'UE et du paiement « renégocié » à la troïka n'a rien à voir avec les espoirs de changement que la majorité du peuple a déposés dans Syriza. Au contraire, cela ne peut apporter que la déception dans de nombreux secteurs qui voient actuellement Syriza comme une alternative pour améliorer leurs conditions de vie.

Notre seule confiance reposera sur la lutte des travailleurs et du peuple grec.

Avec l'arrivée de Tsipras et de Syriza au gouvernement, la gauche révolutionnaire grecque et la gauche mondiale doivent choisir : soutenir politiquement ce gouvernement et faire la propagande des illusions posées en lui, ou continuer la lutte pour le maintien de l'indépendance politique et la mobilisation permanente de la classe ouvrière, comme seule garantie de changement social.

La première option exige d'assurer au nouveau gouvernement la paix sociale. Pour la seconde, il faut maintenir une vigilance constante, déposer l'espoir de changement

uniquement dans la lutte ouvrière et populaire, et exiger à partir de cela au nouveau gouvernement **un plan de sauvetage des travailleurs et du peuple** : un plan qui leur restitue l'emploi, des salaires décents, l'éducation et la santé publique et de qualité, une pension avec laquelle les gens peuvent vivre, et la garantie du droit au logement. La défense de la souveraineté nationale implique d'exiger au nouveau gouvernement la récupération des ressources économiques et financières ; la récupération-nationalisation de toutes les entreprises privatisées ; l'expropriation sans indemnisation des industries et des entreprises, sous contrôle ouvrier ; avec la nationalisation des banques, incontournable pour l'application d'un plan d'urgence sociale.

Il s'agit, en substance, **d'exiger ce qui a motivé la mobilisation des travailleurs et du peuple grec** au cours des dernières années, y compris 30 grèves générales ; il s'agit d'exiger ce qui a motivé leur vote : **un véritable changement social.**

La campagne électorale est terminée ; le gouvernement de Tsipras doit maintenant choisir entre l'application d'un plan de sauvetage des travailleurs et du peuple ou le paiement de la dette aux banquiers et aux spéculateurs. Ou avec les travailleurs et le peuple grec, ou avec la troïka. C'est ça le dilemme

La lutte du peuple grec et Syriza

que ni les phrases ingénieuses ni les « importantes lacunes » ne peuvent contourner.

La campagne électorale, les pirouettes « pragmatiques » à répétition de la direction de Syriza et les premiers pas dans la formation du gouvernement avec la droite suggèrent que le gouvernement de Tsipras ne sera pas un gouvernement qui sert les intérêts de la classe ouvrière et du peuple pauvre de la Grèce.

Par conséquent, la LIT-QI – avec respect pour les illusions des travailleurs et du peuple grec, et avec la joie partagée pour s'être débarrassé des voleurs et des despotes de tous les jours – ne dépose pas la moindre confiance politique dans le nouveau gouvernement. Notre confiance et nos espoirs seront toujours déposés dans la lutte des travailleurs et du peuple grec pour les mêmes exigences qui l'ont motivée au cours des années.

D'autres exemples historiques ont démontré que l'abandon des espoirs de changement exprimés dans ces élections, de pair avec la continuité d'une crise économique et sociale brutale comme celle de la Grèce, revient à ouvrir la voie à des partis

carrément fascistes comme Aube Dorée – arrivé à la troisième place dans ces élections, avec 6,2 % des voix et 17 sièges –, qui défendent un programme de rupture avec l'euro et la troïka, mais le font dans une perspective xénophobe, ultranationaliste et d'extrême droite.

La grande tâche consiste donc à travailler pour l'organisation et l'indépendance politique de la classe ouvrière, en ayant confiance uniquement dans ses propres forces, dans l'énorme capacité de mobilisation dont le peuple grec a fait preuve au cours des dernières années. C'est dans ce contexte qu'il faut construire une organisation révolutionnaire dans le pays.

Etant donné que la catastrophe sociale ne donne aucun jour de répit, la classe ouvrière et la gauche révolutionnaire grecque ne doivent donner au nouveau gouvernement ni cent jours de grâce, ni même un seul jour ; ils doivent exiger de lui ce qui a motivé le vote pour lui. Nous voulons le changement social, nous voulons l'application en Grèce du seul plan de sauvetage qui fait défaut : celui des travailleurs et du peuple.

La capitulation de Syriza au chantage de l'UE

Ricardo Ayala et Felipe Alegría

28 février 2015

Il n'y a pas de solution sans la suspension immédiate du paiement de la dette.

Face à l'ultimatum de l'Union européenne (UE), le gouvernement Tsipras avait deux options : maintenir son accord avec le peuple grec et annuler le Mémorandum ou capituler à l'impérialisme européen, qui exigeait de lui une reddition en règle. Malheureusement, Tsipras a capitulé.

Avant de commencer les négociations, Varoufakis a déclaré qu'il n'y aurait plus de négociations avec la Troïka et qu'« *ils ne signeraient pas une extension du Mémoire, même avec un pistolet sur sa tête* ». Tsirpas a quant à lui déclaré que la Grèce n'était plus une colonie et que son gouvernement n'accepterait pas des ultimatums ou des chantages. Cependant, il avait pleine confiance dans une « *négociation entre partenaires* ». Rien de plus illusoire.

Au début des négociations, toute la Grèce suivait les reportages à la télévision, comme s'il s'agissait d'une finale de Coupe du monde de football. Dans ce match, ce qui se jouait était beaucoup plus que des buts : c'était l'emploi, la santé, l'éducation et le logement qui étaient en jeu, bref, une vie décente pour le peuple grec, justement ce pour quoi tant de gens placèrent leur confiance en Syriza, qui leur avait promis une rupture avec le Mémoire et la fin de l'austérité. Des milliers de personnes ont manifesté en appui au gouvernement et les sondages lui donnaient un soutien de 85 %.

Mais un deuxième match se jouait en même temps et sur le même terrain : l'UE contre les travailleurs de toute l'Europe. Pour l'impérialisme européen, le contenu le plus profond de la « *négociation* » allait au-delà du renouvellement du deuxième plan de sauvetage grec. La « *négociation* »

affectait également les travailleurs portugais et espagnols, tout comme ceux de l'Irlande, des Pays baltes, de la France, de l'Italie ; les travailleurs et les peuples de toute l'Europe. Si les Grecs gagnaient, tous étaient victorieux. C'est à cause de cela que le gouvernement grec devait se rendre et être humilié. Et c'est ce qui devait être clair pour tout le monde.

Dans les discussions de l'Eurogroupe (l'instance qui réunit les ministres des Finances de l'euro), la « *négociation* » était nettement politique : le fait que le peuple grec se soit déclaré souverain, créateur de son propre destin, était une énorme épine dans les pieds des pontifes de l'UE, qui devait être enlevée dès que possible. C'était un très mauvais exemple qui devait être extirpé sans délai.

Cependant, en entrant dans la « *négociation* » sans mettre sur la table l'annulation de la dette et la fin du Mémoire comme condition pour la discussion, Syriza a oublié toutes les attentes soulevées par elle et a déclaré forfait avant de commencer le jeu : une fois retirée de la table l'essence du problème qui prenait le peuple grec en tenaille, il ne restait plus qu'à discuter des modalités de paiement, à peaufiner la sémantique et à essayer d'éviter l'humiliation complète.

A partir de ce moment, pour le capital financier européen, il

s'agissait de transformer la Grèce en un exemple sanglant, non seulement pour les pays débiteurs, mais aussi pour les travailleurs italiens et belges qui, l'année dernière, avaient mené une grève générale contre les politiques d'ajustement.

Pour les dirigeants de l'UE, il s'agissait de réaffirmer que la politique

ne connaît pas de « *marche arrière* » ; de préciser que, dans cette affaire, tous serrent les rangs sous la direction du capitalisme allemand. Ils sont tous dans le même bateau, y compris les impérialismes de troisième rang, comme l'espagnol, ou la bourgeoisie des

pays dominés comme le Portugal et les pays de l'Est. Tout part d'un objectif global : changer le modèle d'exploitation de la classe ouvrière européenne, surtout dans la périphérie.

Par conséquent, ils devaient imposer à Tsipras, et par extension au peuple grec, une défaite humiliante. Derrière la Grèce, il y avait le maintien de l'ajustement structurel, les

contre-réformes qui courent à travers toute l'Europe.

On ne peut pas servir deux maîtres à la fois

Avec modestie, quand tomba l'ultimatum allemand à la Grèce, nous écrivions : « *Syriza est prisonnière d'une contradiction insurmontable : elle veut combiner l'opposition aux conditions du sauvetage et, en même temps, se maintenir à tout prix dans l'Euro et respecter les traités de l'UE ainsi que les accords avec la bourgeoisie grecque. [...] Mais il n'est pas possible d'arrêter la catastrophe sociale grecque si la condition est de se maintenir*

dans la zone euro. Si cela n'était pas clair, Berlin et Paris se sont déjà chargées de le clarifier : Syriza a à choisir entre l'un ou l'autre. »¹

La mise en scène de la « *négociation* » s'est transformée en une pièce de théâtre où se mêlent farce et tragédie, puisque le gouvernement de Syriza a accepté la pierre angulaire

« **L'Allemagne a toujours été le pays qui nous a le mieux compris.**

Nous avons besoin d'elle. »

Yanis Varoufakis,
ministre des Finances grec
Le Soir, 6.2.2015

« **Nous avons déjà proposé d'envoyer 500 fonctionnaires allemands en renfort à Athènes. Notre offre tient toujours.** »

Wolfgang Schäuble,
ministre des Finances allemand
Le Soir, 6.2.2015

sur laquelle s'appuient les mesures d'austérité et selon laquelle la priorité est de sauver les banques et de rester à tout prix dans l'euro.

Le problème est que cela est incompatible avec les mesures nécessaires pour arrêter la ruine sociale. On ne peut pas prétendre à la fois sauver les banques et annuler le Mémorandum. Tsipras a choisi la première option.

La direction de Syriza, qui a qualifié les gouvernements impérialistes européens de « partenaires », a estimé qu'il suffisait de hausser le ton de ses déclarations pour ramasser au moins quelques miettes. Selon Tsipras, les « partenaires » ne pouvaient pas rester indifférents à la crise humanitaire qui tourmente le peuple grec.

Mais Tsipras n'a pas compris qu'il n'était pas seulement en train de négocier un accord pour les mesures d'urgence qu'il avait avancées pour parvenir au gouvernement (et qu'il ne pourra pas appliquer avec l'accord qu'il a signé). Il n'a pas compris que ce qui se discutait vraiment dans l'Eurogroupe était de savoir si la Grèce (et, par extension, tous les pays « sauvés » et soumis) était souveraine et si les travailleurs d'Europe

pouvaient lever la tête et révoquer les diktats de leurs gouvernements.

« Renommer la Troïka "institutions", le mémorandum "accord", et les prêteurs "partenaires", de la même manière que vous appelez la viande poisson, cela ne change pas la situation », a déclaré au sujet de l'accord Manolis Glezos, eurodéputé de Syriza et héros de la résistance à l'occupation nazie. Cela ne change pas non plus le sens du vote du peuple grec aux élections du 25 janvier. Tsipras a été élu pour annuler le Mémorandum du deuxième sauvetage, forcer une



annulation de la dette et mettre fin au régime d'austérité. Mais il a signé le contraire. Comme dans un simulacre de théâtre antique grec, les acteurs ont enlevé les masques, mais cette fois, ils ne l'ont pas fait à la fin de la fonction mais au tout début.

Le gouvernement Tsipras a choisi de sauver les banques

Alors que l'encre de « l'accord » n'était pas encore sèche, l'économiste britannique Michael Roberts écrivait dans son blog : « Une des ironies cruelles de l'accord de dernière minute entre l'Eurogroupe et le gouvernement grec pour prolonger le programme actuel d'"aide" supervisé par la troïka, est qu'il ne constitue en

rien une aide. » Roberts a absolument raison : le « sauvetage » qui a maintenant été prolongé fut, à l'époque, le sauvetage des banques allemandes, françaises et étasuniennes, qui purent ainsi transférer leurs titres de la dette grecque aux Etats de l'UE, à la BCE et au FMI.²

L'accord signé par le gouvernement Syriza-Anel maintient la même logique que les sauvetages précédents, sauf qu'il s'agit maintenant en premier lieu de maintenir à flot les banques grecques. L'accord prolonge pour quatre mois le deuxième plan de sauvetage, qui expire le 28 février. Le prolongement signifie l'acceptation de toutes

les conditions draconiennes imposées par les prêteurs. Et sur cette base, la mise en route de la négociation d'un troisième sauvetage, avec les mêmes prémisses. C'est à cela que se référait Tsipras en disant que « les difficultés, les vraies difficultés... sont à venir ».

En échange des étapes finales des prêts de la Troïka, le gouvernement Tsipras brade la souveraineté nationale, renonce à l'application

du « programme minimum de Salonique » et jette à la poubelle les mesures d'urgence qu'il a lui-même adoptées après la victoire électorale.

Mais qui va donc être « aidé » par la Troïka ?

Ce qui est dramatique dans tout cela, c'est que le gouvernement grec ne verra même pas la couleur de l'argent de « l'aide » de la Troïka à la Grèce. Tsipras ne disposera pas d'un euro en plus à dépenser. C'est

« Syriza avance vers un échec politique total. L'action du gouvernement et sa capacité d'appliquer son programme ont été neutralisés dans cet accord. »

Stazis Kubelakis, membre du Comité Central de Syriza et de la Plate-forme de Gauche de ce parti.

de l'argent aller-retour aux créanciers, qui sert à maintenir la spirale infernale d'une dette de plus en plus grande, mais impayable. Un des éléments de la menace de chantage de la Troïka consiste à laisser sans liquidités les banques grecques, qui doivent refinancer 11 milliards, prêtés par la BCE en échange de la dette à court terme que le gouvernement Tsipras ne peut pas racheter.

L'économiste et député de Syriza, Costas Lapavitsas, dénonce à juste titre que « les fonds seront utilisés exclusivement pour les besoins des banques, et ils échapperont au contrôle grec ». Et il ajoute que

« quand le gouvernement de Syriza s'engage à assurer correctement les excédents primaires [la différence entre les recettes et les dépenses du gouvernement avant paiement des intérêts], il maintient les mêmes bases du sauvetage de novembre 2012 ». La Troïka gardera alors un contrôle étroit sur toutes les décisions gouvernementales majeures.

L'extension du « sauvetage » ne met pas fin à l'agonie.

En juin, le gouvernement grec doit payer 6,7 milliards à la BCE et 5,3 milliards au FMI. Et à la fin du mois d'avril, la Troïka doit « réviser » l'accord pour s'assurer que les réformes et les mesures auxquelles s'engage Tsipras sont effectivement en cours d'exécution, faute de quoi elle ne continuera à refinancer ni le gouvernement ni les banques grecques.

Pour libérer ces fonds (qui n'arriveront jamais au trésor grec), Tsipras s'est engagé à donner suite aux mesures du Mémorandum, comme exigé par Berlin et Bruxelles, avec le soutien de la bourgeoisie grecque.

Le programme de Syriza de la Conférence de Thessalonique a été voté sur la base de la plus probable anticipation des élections, dans le contexte de la fissuration du gouvernement Samaras. Le « Programme minimum de Thessalonique » était un net recul par rapport au programme voté lors du Congrès précédent, qui préconisait expressément l'annulation unilatérale du Mémorandum par un vote du parlement grec. Au lieu de cela, à Thessalonique, on a fait valoir que les Grecs ont été confrontés au choix entre « une négociation européenne par un gouvernement de Syriza, ou l'acceptation des termes des créanciers de la Grèce par le gouvernement de Samaras ». Dans cette situation, le gouvernement

Syriza se serait prononcé pour ce qui suit :

• *Annuler la majeure partie de la valeur nominale de la dette publique pour qu'elle soit soutenable. [...] Inclure une 'clause de croissance' dans le paiement de la partie restante de la dette, afin qu'il soit financé sur la base de la croissance et non pas sur celle de budget.*

« Au *nein*, le gouvernement devrait répondre *Oxi* »

Mikis Theodorakis
« Non » se dit
« nein » en allemand et
« oxi » en grec..

• *Inclure une importante période de grâce (moratoire) dans le service de la dette, afin de consacrer des ressources à la croissance.*

• *Exclure l'investissement public des restrictions du Pacte de stabilité et de croissance.*

• *La question de l'emprunt forcé de la Banque de Grèce par l'occupation nazie [...] deviendra la position officielle du pays quand nous serons au pouvoir.*

• *Nous nous sommes engagés auprès du peuple grec pour un Plan national de reconstruction qui devra remplacer le Mémorandum dès nos premiers jours au pouvoir, avant toute négociation et indépendamment de l'issue de celle-ci.*

Les travailleurs grecs ont voté expressément pour ces propositions, mais elles n'ont même pas fait l'objet des négociations. Lorsque le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, déclara que « la réduction de la dette ne fait pas partie de l'ordre du jour », Tsipras a refusé de mettre en œuvre les engagements qu'il avait pris, et a fini par signer un accord : il maintient le paiement intégral la dette ; il accepte de ne prendre aucune mesure qui implique une augmentation des dépenses publiques sans l'approbation par la Troïka ; il remet en question l'ensemble du plan d'urgence approuvé ; il accepte de maintenir les objectifs d'excédent primaire

pour effectuer les paiements de la dette. En bref, paraphrasant le programme de Syriza, le résultat de la négociation était « l'acceptation des termes des créanciers de la Grèce », comme l'aurait fait le gouvernement de Samaras.

Bas les pattes de l'UE sur la Grèce ! Pour la suspension immédiate du paiement de la dette !

Corriente Roja a critiqué les mesures d'urgence annoncées par le gouvernement Tsipras comme insuffisantes, mais elle n'a pas hésité à affirmer qu'il fallait les défendre bec et ongles contre les attaques de l'UE et des puissances impérialistes européennes.

Face à l'ultimatum allemand, Syriza doit mettre en œuvre son programme d'allègement de la dette et de moratoire. Et bien qu'elle n'ait jamais soulevé la possibilité de quitter la zone euro, elle devrait assumer cette option comme la seule voie possible pour mettre en œuvre son programme d'urgence face à la catastrophe sociale.

Si l'impérialisme européen réagit avec le blocage du financement des banques grecques, la réponse immédiate devrait être leur nationalisation et le contrôle des mouvements de capitaux pour empêcher leur fuite.

Mais le choix de la direction de Tsipras est de préserver la propriété

La lutte du peuple grec et Syriza

des banques en faillite, qui survivent comme parasites des grands requins qui pillent le pays. Pour en finir avec les diktats de l'impérialisme européen représenté par l'Union européenne et la BCE, le gouvernement doit rompre ses engagements envers la bourgeoisie grecque et le parti des Grecs indépendants (ANEL) au sein du gouvernement, ainsi qu'envers la Nouvelle Démocratie que Tsipras a menée à la Présidence de la République comme un symbole de son engagement envers l'ordre existant.

Avec Manolis Glezos : la gauche grecque doit se mobiliser pour révoquer les accords.

Nous souscrivons les paroles de Manolis Glezos dans sa proclamation « *Avant qu'il ne soit trop tard* ».



La gauche – et tout d'abord celle de Syriza – doit se mobiliser et mobiliser les travailleurs et le peuple grec pour descendre dans la rue et exiger du gouvernement Tsipras la suspension immédiate du paiement de la dette et l'application immédiate et sans délai de toutes les mesures d'urgence qu'il a approuvées.

Ne pas le faire, c'est « *se comporter comme si la Grèce était un pays colonial et les Grecs les parias de l'Europe* ». Les mots sont de Tsipras en campagne électorale.

Les partis « néo-réformistes » et leur politique de « refondation » de l'UE

Dans les pays soumis à l'intervention, directe ou sournoise, de la Troïka, le rejet de l'UE est de plus en plus important. Toutefois, les partis qui se préparent à occuper l'espace laissé libre par la social-démocratie et se sont groupés autour du Parti de la gauche européenne (PGE – où l'on retrouve le *Front de Gauche* français, *Die Linke* allemande, la *Izquierda Unida* espagnole, le *Bloco de Esquerda* portugais et la *Syriza* grecque) se proposent d'occuper le rôle de dernier rempart de défense de l'UE : « *La crise de légitimité de la politique met en danger le processus d'intégration européenne. La confiance dans les institutions européennes n'a jamais été aussi basse. [...] La condition pour que l'UE soit plus acceptée par ses citoyens est qu'il y ait plus d'opportunités pour participer. La Gauche européenne défend la démocratisation de l'Union européenne et de sa structure institutionnelle.* »¹

Mais alors que ces partis affirment que le projet de la bourgeoisie européenne est menacé par le manque de démocratie dans l'UE, la vie montre exactement le contraire : c'est bel et bien l'avancement de l'intégration européenne, en faveur du capital financier, qui fait que la gestion de l'UE s'exerce inexorablement de manière antidémocratique, bonapartiste. Le rôle de l'UE est de blinder les frontières socio-économiques entre ses Etats membres et de sauvegarder l'actuelle division du travail sur le continent, en approfondissant les inégalités entre les pays et en enfermant la lutte du prolétariat à l'intérieur de ces frontières. Le PGE ne cherche pas à rompre cet engrenage impérialiste qui empêche l'unité du prolétariat européen, mais bien à le rendre acceptable, avertissant le grand capital que son projet est menacé *s'il ne le démocratise pas*.

La limite des programmes nationaux des partis du PGE, qu'ils soient localisés dans les pays impérialistes centraux ou dans la périphérie, est définie par l'acceptation des bases et des règles de jeu du projet impérialiste d'unité européenne, représenté par l'UE. De ce fait, face au problème de la dette publique – principal instrument du capital financier pour soumettre la périphérie et pour parvenir à l'ajustement structurel –, ils renoncent à l'exigence du non-paiement et se limitent à proposer sa

« restructuration ». La défense, dans les pays créditeurs (l'Allemagne, la France ou l'Angleterre), de la restructuration de la dette de la périphérie, c'est-à-dire de la continuité de son paiement, équivaut à la défense de la continuité du pillage, c'est-à-dire des intérêts des bourgeoisies impérialistes de ces pays. Il en va de même pour l'appui du Front de Gauche à la guerre coloniale de l'impérialisme français au Mali.

Le mot d'ordre de Rupture avec l'UE, dans les pays dominés

Dans la périphérie, la résolution politique du congrès de Syriza affirme que la politique d'austérité et la récession détruisent les liens entre les pays européens et renforcent l'euroscpticisme et l'antieuropéisme. Mais jamais dans l'histoire du capitalisme en Europe les liens entre les pays n'ont été si profonds. La politique d'austérité et de récession – c'est-à-dire le pillage de la Grèce – n'est rien d'autre que la continuité de l'extrême subordination avec laquelle ce pays s'est incorporé à la Communauté économique européenne. La profondeur de l'inégalité est la forme avec laquelle le capital financier construit ces liens, à l'époque impérialiste.

La résolution de Syriza se transforme en une tragédie politique lorsque, parlant d'un pays spolié et pillé, elle ne reconnaît pas le côté

impérialiste de l'UE et assume la défense de celle-ci au nom de l'idéologie impérialiste réactionnaire de l'« européisme », entendu comme synonyme de l'intégration des peuples de l'Europe. *« Chaque fois que les politiciens bourgeois ont brandi la bannière de l'euroscpticisme, de la fédération des Etats européens, [...] ce fut toujours un avortement impérialiste. [...] Tout comme nous combattons le pangermanisme et le panslavisme, comme des idées réactionnaires, nous n'avons absolument rien en commun avec l'idée du paneuropéisme. »*² Conformément à cette prédiction avérée de Rosa Luxemburg, en total contraste avec Syriza, l'UE n'est rien d'autre qu'un avortement impérialiste que Syriza refuse de reconnaître et avec lequel elle n'est pas disposée à rompre.

Alors que la Grèce est un pays pillé, étranglé par une énorme dette impossible à rembourser, un pays semi-colonisé, Syriza renonce au non-paiement de la dette au nom de la « restructuration » de celle-ci, ce qui revient à condamner le pays au pillage sans fin. Son refus de rompre avec l'UE et l'euro – auxquels elle s'accroche désespérément – condamne le pays à la servitude nationale et à un retard structurel, et la classe ouvrière à la pauvreté sans solution.

Etant donné que l'UE est le canal par lequel l'ajustement structurel

est imposé par le capital financier, le PGE a trouvé une formule pour envelopper son « européisme » : la stratégie de la « refondation » de l'UE. Alors que le prolétariat et la jeunesse commencent à tirer leurs conclusions sur le rôle de l'UE, initiant un mouvement de rejet et de rupture, ces organisations s'érigent en dernier rempart de défense de l'UE. Ce programme de « refondation » est très clairement exprimé par Izquierda Unida en Espagne : *« L'objectif est de construire une Europe socialement et écologiquement soutenable, qui en termine avec l'actuel Traité de stabilité, avec le principe de la dérégulation du marché, avec la monnaie unique sans Trésor public européen, avec la Banque centrale en tant qu'entité non contrôlée démocratiquement et sans possibilité de se transformer en une vraie Réserve fédérale européenne. »* Bref, il s'agirait de transformer l'UE en un vrai Etat supranational. Pour les partis du PGE, l'UE est un fait très progressiste et toute politique qui vise à sa destruction ou à la rupture avec elle est réactionnaire et nationaliste (« antieuropéiste »). La stratégie de la « refondation de l'UE » signifie l'acceptation des règles de celle-ci, ses institutions et ses limites, ce qui signifie l'élimination du programme de toute revendication anti-capitaliste qui remet vraiment en question l'ajustement structurel et la domination du capital financier.

Pour eux, l'intégration économique a donné lieu à un embryon de nouvelle superstructure étatique européenne qui doit dépasser historiquement les vieux Etats nationaux. Ce qu'il reste donc à faire, c'est de « radicaliser » la démocratie bourgeoise et de « convertir » l'UE en une « Europe démocratique et sociale ». L'instrument pour cela serait « *la convocation à une Assemblée constituante européenne, élue par suffrage universel, pour définir une architecture démocratique du parlement, du gouvernement simplifié et des autres institutions européennes* ». Tout comme il s'agissait pour les révolutionnaires au 19e siècle, à l'époque de Marx et Engels, de participer en première ligne à la tâche historiquement nécessaire et progressiste de la construction des Etats nationaux unifiés bourgeois en Allemagne et en Italie, face au retard dans cette constitution, pour le PGE, il en serait de même aujourd'hui dans le cas de l'UE. Et bien sûr, la lutte pour la révolution socialiste européenne est mise en attente pour une autre période historique. La politique des partis du PGE reflète son option de classe : comme ils ne veulent pas affronter la bourgeoisie de leurs propres pays, ils ne peuvent pas non plus remettre en question l'ordre impérialiste européen.

Le caractère transitionnel de la consigne de Rupture avec l'UE

Le mot d'ordre de rupture avec l'UE touche le cœur même du programme de la révolution européenne et reflète en même temps la compréhension théorique de son caractère et de sa dynamique. La théorie de la Révolution permanente pose que les révolutions dans chacun des pays font partie de la révolution socialiste internationale, qui combine différentes tâches et révolutions dans la marche vers la révolution mondiale.³ La présence de pays impérialistes et de pays semi-coloniaux au sein de l'UE oblige à combiner de façon inégale les tâches démocratiques et transitionnelles dans chaque pays, et de les incorporer comme une partie de la révolution socialiste européenne et internationale. Face au faux dilemme entre la négation de la domination impérialiste dans l'UE et la proposition d'une issue nationaliste, il faut réaffirmer l'alternative internationaliste et révolutionnaire.

Le Parti communiste portugais (PCP – qui dirige la CGTP, la principale centrale syndicale du pays) est un modèle concernant l'issue nationaliste. Il rejette « *une intégration européenne marquée par la soumission et le sous-développement du Portugal* » et pose donc la rupture avec l'UE. Mais après la rupture, il propose « *une politique patriotique*

de défense des secteurs productifs nationaux et la substitution des importations par la production nationale ». Pour récupérer la souveraineté, le PCP propose de lier la classe ouvrière portugaise à une supposée bourgeoisie nationale productive et patriotique. Mais le problème est qu'il n'existe pas de « solution nationale », ni de « récupération de la souveraineté » dans une économie structurellement soumise au capital financier et aux multinationales. La rupture avec l'UE et l'euro, tout en étant absolument nécessaire, ne résout rien par elle-même, parce que les intérêts des travailleurs ne se heurtent pas seulement à un facteur externe – l'impérialisme –, mais aussi à une structure capitaliste interne, dépendante et intégrée dans le système global. C'est pourquoi la bourgeoisie portugaise n'est pas disposée à affronter l'impérialisme. Mais le PCP non plus : face au problème crucial de l'endettement de l'Etat avec la banque impérialiste et les banquiers « nationaux », il ne va pas au-delà de la renégociation de la dette publique (les délais, les intérêts...) c'est-à-dire le maintien intact de la domination de l'impérialisme sur le Portugal.

A l'autre extrême, une partie importante de la gauche, qui ne vient pas de la tradition stalinienne, fait abstraction de la domination impérialiste, comme si elle n'existait

pas. C'est le cas du Bureau Exécutif de la IV Internationale* qui disait en juillet 2003 : « *Avec l'approfondissement de la crise, la régression sociale s'identifie avec l'UE et à l'euro, et nous comprenons le sentiment populaire croissant de rejet envers l'euro et l'Europe. Cependant, c'est poser le problème à l'envers, surtout si la sortie de l'euro a lieu dans une économie qui continue d'être capitaliste, et équivaldrait donc à une dévaluation massive qui serait une autre forme d'austérité contre les peuples.* » Mais les travailleurs ne se trompent pas quand ils identifient la régression sociale avec l'UE ! Et, d'autre part, qui dit que la sortie de l'euro (et de l'UE) ne peut pas – ne doit pas – faire partie d'un programme anticapitaliste et internationaliste ?

Le rejet de l'UE est un pas vers le mot d'ordre de *Rupture*, qui, dans les pays dominés, est un pont pour disputer la conscience des travailleurs et la faire avancer vers les mesures anticapitalistes de transition nécessaires pour défendre le pays : suspension (non-paiement) de la dette, expropriation de la banque et étatisation des branches et entreprises stratégiques sous le contrôle des travailleurs. La domination impérialiste

* Lors du 15e Congrès de la IV Internationale, en 2003, de nouveaux statuts ont été adoptés et le « Secrétariat Unifié » (SU) a été remplacé par un Comité International (CI) et un Bureau Exécutif (BE).

est une partie structurelle du capitalisme et en est l'expression dans les pays dominés. Le programme marxiste révolutionnaire ne sépare pas la tâche de la libération nationale de la lutte contre l'austérité et les attaques contre les travailleurs, car l'exploitation de ceux-ci de la part de la bourgeoisie périphérique se combine avec la domination impérialiste et y est subordonnée. Si, au lieu de défendre la rupture avec l'UE, nous allons rappeler à l'ordre les travailleurs en leur disant qu'ils posent le problème « à l'envers » et qu'il s'agit de « lutter contre le capitalisme », nous abandonnons la lutte contre l'UE à l'extrême droite, aux nationalistes et aux populistes.

La lutte contre l'UE exprime le caractère international de la révolution socialiste sur le continent européen, parce qu'elle unit les intérêts des travailleurs de tout le continent. Tandis que le prolétariat dans les pays dominés et sous intervention doit poser la rupture avec l'UE, dans les pays impérialistes centraux, il s'agit de mettre en avant-plan la lutte contre son propre impérialisme, ce qui signifie défendre la dissolution de l'UE, qui est la machinerie qui centralise et met en œuvre les attaques impérialistes. Les intérêts de classe doivent s'exprimer dans des tâches communes pour le moment présent, sur la base de l'internationalisme ouvrier. La dissolution de

l'UE, la rupture avec elle, loin d'être un repli sur le « nationalisme », est le point de convergence qui peut unir les prolétariats des deux bouts de la chaîne de domination impérialiste européenne, dans leur lutte commune contre l'ajustement structurel.

La lutte pour les Etats socialistes d'Europe

Notre rejet catégorique de la caricature impérialiste de l'unité européenne n'implique pas la défense de la « patrie nationale ». Au contraire, notre programme doit récupérer l'internationalisme et rétablir le fil historique de la meilleure tradition du mouvement ouvrier, coupé à l'époque par la bureaucratie stalinienne et sa théorie réactionnaire du « socialisme dans un seul pays ».

Dans sa réponse à Kautsky, qui défendait en 1911 « l'union des Etats de la civilisation européenne dans une confédération », c'est-à-dire « les Etats-Unis d'Europe », comme moyen pour atteindre « la paix éternelle »,⁴ Rosa Luxembourgeois a fait valoir que « la solution d'une fédération européenne ne peut pas signifier, objectivement, au sein de la société capitaliste, autre chose qu'une guerre douanière contre les Etats-Unis [...], ainsi qu'une lutte raciale, coloniale et patriotique dans l'arène politique ».⁵

En 1915, en pleine guerre mondiale, la Conférence bolchevik à l'étranger ouvra le débat sur ce mot d'ordre,

dans le cadre de l'élaboration du programme du parti contre la guerre impérialiste. Avant la Conférence, le manifeste du Comité Central avait fait valoir que « le mot d'ordre politique immédiat des sociaux-démocrates* de l'Europe doit être la formation des Etats-Unis républicains d'Europe ». Et, à différence de la formulation pacifiste de Kautsky, il y ajouta que « les sociaux-démocrates doivent dévoiler toute la fausseté et l'incohérence de ce mot d'ordre, si les monarchies allemande, autrichienne et russe ne sont pas renversées par la révolution ».⁶

Lénine, cependant, suivant les traces de Rosa Luxembourgeois, rejeta le mot d'ordre, en précisant qu'il ne le remettait pas en cause pour son caractère démocratique : « Les révolutions politiques ne peuvent jamais, dans aucun cas, quelles que soient les circonstances, affaiblir le mot d'ordre de la révolution socialiste. » Cependant, le mot d'ordre ne peut pas faire abstraction de l'existence de l'impérialisme et de la guerre, étant donné que, dans ces circonstances, « les Etats Unis d'Europe pourraient exister uniquement comme un accord des capitalistes européens sur la façon de noyer ensemble le socialisme en Europe, de défendre ensemble les

*colonies volées, contre le Japon et l'Amérique du Nord ».*⁷

Lors de son quatrième Congrès, en 1923, après la victoire de la révolution en Russie et la montée du prolétariat dans la moitié de l'Europe, notamment en Allemagne, la Troisième Internationale posait de nouveau l'unité européenne comme une tâche de la classe ouvrière qui devrait, « dans sa lutte pour s'emparer du pouvoir politique, réparer les ruines de la Guerre mondiale et commencer la construction d'une République fédérative des Soviets d'Europe ». Il en résulte un changement dans la nature du mot d'ordre, qui devient l'axe stratégique de la révolution socialiste en Europe, à son tour partie de la révolution mondiale.

Des années plus tard, le sixième Congrès de la Troisième Internationale, déjà contrôlé par la bureaucratie stalinienne, retire le mot d'ordre du programme. Trotsky a dit alors : « La formule des 'Etats-Unis soviétiques de l'Europe' est précisément l'expression politique de l'idée que le socialisme est impossible dans un seul pays. »⁸ C'est précisément ce que la bureaucratie voulait cacher. Le développement de la révolution européenne était incompatible avec la contre-révolution bureaucratique en URSS, ce pour quoi la caste stalinienne a travaillé sans ménagement

* A cette époque, les bolcheviques, et en général les marxistes révolutionnaires, se désignaient eux-mêmes comme « sociaux-démocrates ».

pour empêcher que le prolétariat européen puisse prendre le pouvoir.

L'UE, en tant qu'accord entre les grands Etats impérialistes de l'Europe, ne joue plus aujourd'hui le rôle que Rosa et Lénine ont signalé, il y a un siècle, de la défense de la suprématie impérialiste mondiale européenne contre les Etats-Unis. Actuellement, les impérialismes européens, bien qu'ils aient des frictions et des disputes entre eux, ne disputent déjà plus l'hégémonie des Etats-Unis, qui précisément favorisait l'intégration européenne après la Seconde Guerre mondiale. Cependant, l'essence impérialiste du capitalisme européen et de l'UE s'est déployée en bonne et due forme après que la bureaucratie stalinienne restaura le capitalisme en URSS, quand les impérialismes européens ont incorporé les pays de l'Est à l'UE comme de véritables pays semi-coloniaux, dominés par les grandes banques et les multinationales allemandes. Ces impérialismes dévoilent aussi leur essence, lorsqu'ils défendent les intérêts de leurs multinationales dans le monde et qu'ils collaborent avec les interventions militaires étasuniennes ; ainsi qu'avec leur présence néo-coloniale en Afrique ; avec leur politique de progression vers « l'Est » ; avec le pillage de la périphérie européenne et leur offensive générale contre toute la classe ouvrière du continent.

Le programme révolutionnaire doit répondre à cette réalité.

Notre défense intransigeante de la rupture avec l'UE et l'euro dans les pays dominés ne se confond pas du tout avec la défense de l'Etat national, étant donné que « *l'objectif du prolétariat n'est pas la défense de l'Etat national, mais sa liquidation totale et absolue, puisqu'il s'agit d'un énorme obstacle au développement économique et culturel de l'humanité* ». ⁹ Le sens de l'UE n'est pas le dépassement des Etats nationaux, mais la domination impérialiste sur ces derniers. Par conséquent, dans les pays dominés, nous posons la rupture avec l'UE, et dans les pays impérialistes centraux, sa destruction. Nous affirmons que seul le prolétariat peut unifier l'Europe, et que, par conséquent, le premier acte de sa victoire sera d'abolition des traités de l'UE. La rupture avec l'UE n'est pas un mot d'ordre isolé ; elle implique un système de mots d'ordre transitoires qui doit pointer vers la constitution de Gouvernement des Travailleurs.

Le mot d'ordre des *Etats socialistes d'Europe*, qui récupère la tradition internationaliste détruite par le stalinisme et suit l'approche proposée par Trotsky au 4e Congrès de la Troisième Internationale, « *se situe dans le même contexte historique que celui du 'gouvernement ouvrier et paysan'* ; *c'est un mot d'ordre de*

transition, indiquant une issue, une perspective de salut, et il fournit à la fois un élan révolutionnaire aux masses travailleuses ». ¹⁰ En prenant en compte les grandes différences entre les pays, ce mot d'ordre exprime la dynamique générale du processus révolutionnaire européen, et dans le même temps, l'impossibilité de construire le socialisme dans un seul pays.

Dans sa critique du document européen du Secrétariat unifié, Moreno soulevé en 1973 : « *Le mot d'ordre des Etats-Unis socialistes d'Europe ne se trouve pas parmi les dix principales tâches de cette étape. Il n'est mentionné que comme un axe secondaire de propagande. Toutefois, quand Trotsky formula ce mot d'ordre, il le fit sur la base d'une question théorique (la théorie de la révolution permanente, en particulier son caractère international) et d'une question de la réalité concrète (l'unité spécifique de la révolution européenne). Cette dernière caractéristique a été renforcée par l'unité, de plus en plus grande, du capitalisme européen au cours des dernières décennies.* » ¹¹ L'existence de l'Union européenne rend plus actuels que jamais les mots de Moreno, et nous amène à souligner plus que jamais l'unité spécifique de la révolution européenne, la nécessité d'être plus internationaliste que jamais. Pour l'union libre et volontaire des Etats socialistes d'Europe.

Le droit à l'autodétermination nationale

Une des conséquences de l'ajustement structurel profond auquel l'Europe est soumise est le développement d'importants mouvements de désintégration dans plusieurs de ses Etats. Les plus importants se produisent dans l'Etat espagnol, où le problème de l'unité espagnole, jamais résolu par la bourgeoisie, refait surface. Ainsi, nous voyons le puissant mouvement nationaliste en Catalogne, la région la plus industrialisée de l'Etat espagnol, où plus d'un million de personnes (sur 7,5 millions) sont descendues dans la rue le 11 septembre 2013 pour réclamer l'indépendance. La LIT considère ce mouvement national comme un fait progressiste face au régime espagnol qui, étant issu du régime de Franco, nie le droit légitime à l'autodétermination au peuple catalan (et au basque et au galicien). La LIT défend résolument le droit à l'autodétermination de la Catalogne, ou, ce qui revient au même, son droit à l'indépendance si telle est la volonté de la majorité du peuple. Mais pour nous, à la différence des nationalistes catalans bourgeois et petits-bourgeois, le droit à l'autodétermination n'est pas un instrument de séparation, mais un outil nécessaire pour réaliser l'unité de la classe ouvrière des différentes nationalités de

l'Etat espagnol et pour sceller une alliance entre ses peuples. Par conséquent, avec la revendication du droit à l'autodétermination, nous défendons une Union libre de Républiques ibériques.

En outre, les conflits de nationalité ont d'emblée une dimension carrément européenne, ce qui n'était pas le cas auparavant. Et cela implique que la lutte pour l'autodétermination des Catalans fait partie de la bataille contre l'UE. Ce n'est pas étonnant que les organismes de l'UE aient pris position en défense du gouvernement espagnol et pour l'unité espagnole forcée. La souveraineté des peuples est également incompatible avec l'UE, et ne peut être atteinte qu'en avançant vers une Europe socialiste des travailleurs et des peuples.

A côté de l'Etat espagnol, il y a d'autres mouvements, comme celui de l'Ecosse, où un référendum sur l'indépendance est prévu en septembre 2014, un referendum sur lequel le gouvernement britannique de Cameron et le gouvernement régional écossais se sont mis d'accord. Mais l'Ecosse « indépendante » proposé par les nationalistes écossais garderait Elizabeth II comme « reine des Ecossais », continuerait avec la livre sterling et resterait dans l'UE et dans l'OTAN. Par contre, l'unité de la classe ouvrière britannique serait fortement malmenée. Quant aux mouvements comme celui de la Ligue du Nord italienne, soutenant la sécession de la « Padanie » (le nord de l'Italie), il s'agit d'un phénomène ouvertement réactionnaire et raciste que nous combattons résolument en tant que LIT.

Références

Les élections grecques et la possibilité d'un gouvernement Syriza

- 1 Sondage de E-Voice, Palmos (<http://electomania.es/grecia-syriza-al-borde-de-la-mayoria-absoluta-o-nd-recorta-distancia/>)
- 2 The Economist en ligne, 05.01.2015
- 3 Voir un entretien dans www.lantidiplomatico.it/dettnews.php?idx=6&pg=9963-02.01.2015
- 4 Ibidem. Nous soulignons.
- 5 Voir www.elconfidencial.com/mercados/inversion/2015-01-07/la-banca-alemana-concentra-la-mayor-exposicion-a-la-deuda-griega-del-mundo_616651/ Certains analystes expriment des réserves sur l'assurance de Merkel concernant une éventuelle contagion d'un nouveau default grec. Pour eux, la réduction de l'exposition allemande fut assez maigre, en comparaison avec celle d'autres pays.
- 6 Un entretien avec Alexis Tsipras d'octobre 2014, publié par H. Golemis sur www.transform-network.net/journal/yearbook
- 7 « *We will aim to achieve a modest primary surplus, and we will liberalize the labour market.* ». Voir *The telegraph* en ligne, décembre 2014. www.telegraph.co.uk/finance/comment/ambroseevans_pritchard/11286477/Greek-candidate-willing-to-call-European-leaders-bluff.html
- 8 www.ft.com/intl/comment/columnists/wolfgangmunchau

Syriza canalise un énorme rejet populaire des attaques de la troïka européenne

- 1 <http://observador.pt/2015/01/26/gregos-independentes-quem-e-o-novo-parceiro-syriza/>
- 2 <http://noticias.uol.com.br/ultimas-noticias/efe/2015/01/26/syriza-diz-que-partido-nao-buscaro-confronto-e-descarta-saida-do-euro.htm>
- 3 <http://www.europapress.es/internacional/noticia-syriza-ganado-elecciones-ahora-20150126143632.html>

La capitulation de Syriza au chantage de l'UE

- 1 Voir le site web de *Corriente Roja* http://www.corrienteroja.net/index.php?option=com_k2&view=item&id=1649:comienza-el-segundo-round-negociador-entre-el-gobierno-tsipras-y-la-uni%C3%B3n-europea&Itemid=183. où est publié l'original en espagnol de cet article. http://corrienteroja.net/index.php?option=com_k2&view=item&id=1665:ante-la-capitulaci%C3%B3n-de-syriza-al-chantaje-de-la-ue&Itemid=183
- 2 Le thème de la dette est développé plus amplement dans un autre article du même journal de *Corriente Roja*.

Les partis « néo-réformistes » et leur politique de « refondation » de l'UE

- 1 Thèses du 2e congrès du PGE, 2007
- 2 R. Luxembourg, *Friedens Utopien* - mai 1911
- 3 N. Moreno, Actualisation du Programme de Transition - 1980 - Thèse 39 Actualité de la théorie de la révolution permanente et de la loi du développement inégal et combiné.
- 4 K. Kautsky, *War and Peace, Justice*. April 1911
- 5 R. Luxembourg, *Friedens Utopien* - mai 1911
- 6 La Guerre et la Social-démocratie de Russie. Septembre 1914.
- 7 V.I. Lénine, Sur le mot d'ordre des Etats-Unis de l'Europe
- 8 Le désarmement et les Estados Unidos de Europa. *The Militant*, 7.12.1929
- 9 La guerre et la IV Internationale, 10.06.1934
- 10 Est-ce que c'est le moment approprié pour le mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe ? 1923, Les cinq premiers congrès de l'Internationale communiste.
- 11 Moreno, N. Le parti et la révolution, 1973

« Renommer la Troïka “institutions”, le mémorandum “accord”, et les prêteurs “partenaires”, de la même manière que vous appelez la viande poisson, cela ne change pas la situation. Cela ne peut pas changer le sens du vote du peuple grec dans les élections du 25 janvier 2015.

Le peuple a voté pour ce que Syriza avait promis : que nous irions annuler le régime d’austérité, qui n’est autre que la stratégie de l’oligarchie allemande et des prêteurs européens, mais aussi celle de l’oligarchie grecque. Le peuple a voté pour que nous allions révoquer le mémorandum et la Troïka, ainsi que toutes les lois d’austérité ; pour qu’au lendemain des élections, nous allions abolir par une loi la Troïka et ses conséquences.

Cependant, un mois est passé, et cette promesse attend toujours de devenir réalité. C’est vraiment une honte.

Pour ma part, je m’excuse auprès du peuple grec, car moi aussi j’ai participé à la création de cette illusion.

Toutefois, nous allons réagir avant que l’on continue dans la mauvaise direction, avant qu’il ne soit trop tard. Les militants, les amis et les sympathisants de Syriza doivent organiser d’urgence des réunions à tous les niveaux de l’organisation, et doivent décider s’ils acceptent cette situation. »

Manolis Glezos, eurodéputé pour Syriza,
héros de la Résistance contre l’occupation nazi.
Souligné par l’auteur.